Document generated on 05/14/2025 2:31 p.m.

Recherches sociographiques

Mario FILLION, Jean-Charles FORTIN, Roland VIAU et Pierre LAMBERT, *Histoire du Haut-Saint-Laurent*

Jeanne Valois

Volume 42, Number 1, 2001

URI: https://id.erudit.org/iderudit/057439ar
DOI: https://doi.org/10.7202/057439ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Valois, J. (2001). Review of [Mario FILLION, Jean-Charles FORTIN, Roland VIAU et Pierre LAMBERT, *Histoire du Haut-Saint-Laurent*]. *Recherches sociographiques*, *42*(1), 186–189. https://doi.org/10.7202/057439ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

« (1831-1846) » ; 3) « la religion du Livre » (p. 172) – non, ça c'est le judaïsme. Ajoutons que l'information de Ferretti n'est pas toujours solide et que ses diagnostics sont parfois douteux. La synthèse n'en est pas moins vigoureuse et tout à fait recevable.

Nicole GAGNON

Département de sociologie,
Université Laval.

Mario FILION, Jean-Charles FORTIN, Roland VIAU et Pierre LAMBERT, *Histoire du Haut-Saint-Laurent. La Montérégie*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 2000, 439 p. (Les régions du Québec, 12.)

L'*Histoire du Haut-Saint-Laurent. La Montérégie* s'inscrit dans la collection « Les régions du Québec » et, comme celles qui l'ont précédée, elle adopte le plan suivant : la période historique, qui comporte neuf chapitres, est précédée d'un chapitre de Pierre Lambert sur la géomorphologie de la région et d'un deuxième par Roland Viau sur sa préhistoire, c'est-à-dire sur son occupation amérindienne. Dans l'ensemble donc, on procède chronologiquement : à partir de l'érosion marine d'il y a 700 millions d'années, à la formation des basses terres recouvertes de magnifiques forêts et, au début de l'an 2000, à une région usée par l'« exploitation abusive du milieu » (p. 37) pour ce qui est de la géographie physique ; depuis près de 80 siècles pour ce qui est de la présence humaine. Le Haut-Saint-Laurent est d'abord occupé de façon sporadique, puis saisonnière, par des groupes iroquoiens, à partir de l'an 1000 de notre ère, de façon permanente alors qu'ils deviennent horticulteurs et mènent une vie villageoise (p. 43 et 45). Dès l'arrivée des Européens, la région est traversée par des voyageurs de toutes sortes qui empruntent soit le haut Saint-Laurent, soit l'Outaouais (p. 73). Ce n'est qu'en 1672 qu'on procédera à la concession de la première seigneurie de la région, celle de l'Île Perrot, et qu'après les guerres franco-iroquoises en 1701 qu'on pourra établir des colons dans les nouvelles seigneuries, d'abord sur la rive nord du Saint-Laurent et, à partir de 1729, dans l'immense seigneurie de Villechauve (Beauharnois) sur la rive sud (p. 74). Après 1759, des anglophones s'installent dans des cantons aux limites des seigneuries. Dans cette région, comme ailleurs dans la vallée laurentienne, la concession de seigneuries se termine avec la Conquête et la carte seigneuriale demeure inchangée jusqu'à l'abolition de ce régime en 1854.

Quoique ce ne soit pas explicite, on en arrive à comprendre que cette dernière date, qui correspond aussi à la saturation du territoire, sert de charnière chronologique et divise la période historique de la région en deux tranches de 150 ans chacune : la première allant de 1700 à 1850, la seconde, de 1850 à 2000. La première période est essentiellement caractérisée par une vie agricole en harmonie avec l'espace naturel tandis que la deuxième est celle de l'aménagement des cours d'eau,

ce qui facilite l'accès au Haut-Canada et rend possible l'industrialisation de la région, du moins pour ce qui est de celle de Beauharnois-Salaberry sur la rive sud. Chacune de ces deux périodes est traitée par Jean-Charles Fortin, Mario Filion et Roland Viau qui, tour à tour, parlent de l'occupation du sol, de la socio-économie et des institutions pour ouvrir finalement sur le « présent du passé » de cette région, c'est-à-dire sur son patrimoine culturel.

Les gens qui connaissent bien la région, parce qu'ils y habitent depuis toujours ou y ont habité fort longtemps, y retrouveront sans doute de nombreux « lieux de mémoire », des lieux qu'ils investiront de souvenirs personnels ou partagés : des « paysages d'eau, de marais et d'arbres » tels qu'on peut le voir sur la photographie de Reynald Piché qui orne la couverture du livre, d'imposantes institutions d'enseignement qui ont accueilli un bon nombre d'entre eux, des bâtiments industriels qui rappellent les conditions de travail difficiles et les luttes ouvrières qu'elles ont suscitées. Pour eux, les noms de Valleyfield, Salaberry-de-Valleyfield ou Salaberry tout court correspondent à des agglomérations précises qu'ils situent d'emblée dans l'espace. Ils ont la même possibilité de visualiser le réel à partir d'une phrase comme celle-ci : « le curé de Notre-Dame-de-Bellerive [...] cède aux Sœurs de la Providence une propriété dont il rêve de faire un établissement pour les orphelins de sa paroisse » (p. 305). Mais quelle est donc la différence entre Valleyfield et Salaberry-de-Valleyfield ? Où est située la paroisse Notre-Dame-de-Bellerive ? Est-ce que cette paroisse forme une municipalité autonome située, comme son nom le suggère, le long d'un cours d'eau ou est-elle sise à l'intérieur d'une agglomération plus importante ? Si oui, laquelle ? Pour le chercheur, si l'*Histoire du Haut-Saint-Laurent* ne pose pas de problèmes de fond majeurs, elle pose par contre des problèmes de forme importants. J'aimerais en souligner deux : le premier a trait à l'unité spatiale et au plan du livre ; le second, à la mise en conjoncture des événements.

Dans l'introduction, on explique assez largement les divisions successives de l'espace québécois. Pour cette région, la première division est celle de la création du diocèse de Valleyfield à partir de celui de Montréal et date de 1892. En 1960, le gouvernement du Québec crée dix régions administratives qui reposent sur l'aire de rayonnement d'une ville et, pour le cas qui nous occupe, la ville est Montréal. Comme cet arrangement administratif s'avère peu fonctionnel, à la fin des années 1970, le gouvernement réorganise l'espace québécois à partir de la zone d'influence d'un chef-lieu plus ou moins important et forme les municipalités régionales de comté (MRC). À elle seule, la rive sud compte une quinzaine de ces unités administratives. Curieusement, les Hauts-Laurentiens ont accepté de se joindre au projet des histoires régionales de l'INRS-Culture et Société à la condition que le territoire corresponde à un regroupement de certaines divisions administratives – somme toute assez récentes, soit celles des MRC de Beauharnois-Salaberry, du Haut-Saint-Laurent et de Vaudreuil-Soulanges (p. 16-17). Choix contestable à mon avis, surtout lorsqu'on y superpose un plan issu d'une réflexion éditoriale valable en soi, mais qui s'adapte très mal à l'histoire de cette région. Soumis à cette double contrainte, les auteurs ne peuvent que livrer un contenu événementiel et descriptif, une histoire qui raconte plus qu'une histoire qui fait sens, qui explique.

Dans un premier temps, et puisque dans le cas d'une histoire « régionale » l'assise territoriale doit être bien délimitée, il me semble qu'il aurait été plus pertinent de choisir celle qui correspond au diocèse de Valleyfield, situé « entre la localité et la paroisse, et entre les gouvernements fédéral et provincial », d'autant plus que son « espace correspond presque au territoire du présent ouvrage » (p. 16). Dans un deuxième temps, un plan exhaustif aurait pu être élaboré à partir de cette même entité administrative car cette « Église diocésaine s'approprie, comme ailleurs au Québec, une large part de la vie sociale dans l'enseignement primaire et secondaire, dans les soins de santé et la charité organisée, dans les premières institutions coopératives et le syndicalisme catholique » (p. 16). Partir d'une telle double prémisse aurait donné une unité à l'œuvre et permis de respecter les spécificités historiques propres à chacune des composantes de la région.

En effet, si les composantes – Beauharnois-Salaberry, Haut-Saint-Laurent sur la rive sud du fleuve et Vaudreuil-Soulanges sur la rive nord – de cette partie de la Montérégie ont chacune leurs caractéristiques propres, les étudier ensemble les « égalise par le bas » et ne leur rend pas justice. De plus, isoler la région, taire le plus possible toute référence à Montréal notamment, crée des distorsions qui ne permettent pas au lecteur de comprendre comment cette région s'insère dans un espace plus vaste. Cela est vrai dès le début de son peuplement alors que l'Outaouais sert de voie d'accès aux Pays d'en-haut et aux fourrures, mais ce l'est encore plus après 1845 alors que, grâce à un système de canaux qui s'est amplifié au fil des ans, la navigation fluviale devient possible entre le lac Huron et Québec et, de là, à la mer. L'aménagement de cette première voie maritime, qui comporte de nombreux canaux dont celui de Beauharnois, rend aussi possible l'exploitation d'un potentiel électrique et, de là, une industrialisation à une échelle plus importante (p. 226 et suiv.).

Par exemple, une meilleure mise en contexte de la « célèbre » Montreal Cottons de Valleyfield aurait permis une lecture plus complexe sans doute, mais sensiblement plus claire et plus riche. On mentionne bien sûr les noms de certains investisseurs : Hugh ALLAN (p. 228) et Andrew F. GAULT (p. 316) – il y a même une photographie de l'Institut Gault, une imposante école anglo-protestante de Valleyfield (p. 296). Mais qui sont ces hommes ? Pourquoi investissent-ils dans l'industrie textile ?

Le *Dictionnaire biographique du Canada* nous révèle qu'Allan et Gault sont tous deux nés en Europe, le premier en 1810 en Écosse, le second en 1833 en Irlande du Nord. Issu d'une famille de gens d'affaires, Allan appartiendra très tôt à l'élite marchande de Montréal. Dans les années 1879, il est le plus gros financier du Canada et possède une des plus grandes flottes marchandes de l'Atlantique Nord. C'est sur simple présentation d'un billet que la Banque des marchands du Canada lui avance 50 000 $ pour investir dans la Montreal Cottons de Valleyfield (huit ans plus tard, en 1882, ses actions vaudront 80 000 $). Profitant des mesures protectionnistes mises en place par le premier ministre John A. Macdonald, il investit aussi dans la laine, la chaussure, le fer, l'acier, le tabac et le papier. À sa mort en 1882, on estime que sa richesse accumulée se situe entre six et dix millions de dollars.

Andrew F. Gault immigre avec sa famille à Montréal, le « foyer commercial de l'Amérique du Nord », à l'âge de neuf ans, il est le huitième de neuf enfants. Son père décède quelques mois après leur arrivée et, contrairement à Hugh Allan, ce n'est que petit à petit qu'il arrivera à se faire un nom. En 1870, son frère et lui investissent 100 000 $ dans une filature à Cornwall. Il investira ensuite dans un moulin à coton à Hochelaga et, en 1877, lui et ses frères achètent des actions et entrent au conseil d'administration de la Montreal Cottons de Valleyfield. Selon Paul-André Linteau, une fois intégré à la bourgeoisie montréalaise, Gault en arrive à contrôler non seulement l'ensemble de l'industrie textile au Canada, mais aussi le circuit commercial, s'approvisionnant en Angleterre, en France, en Allemagne et aux États-Unis et distribuant ses produits au Québec et en Ontario. Il réussit à amasser une jolie fortune, mais une surproduction l'oblige à diversifier ses investissements, à augmenter ses exportations et à procéder à des fusions graduelles qui aboutiront, en 1905, à la Dominion Textile Co. Outre le coton, Gault a des intérêts dans le sucre, la soie, le gaz, la laine, l'électricité et le tramway. Généreux pour les uns (en plus de créer l'Institut Gault, il a soutenu plusieurs institutions religieuses, éducatives et sociales anglo-protestantes), il a, par ailleurs, toléré des conditions de travail « choquantes » qui ont fait l'objet de nombreuses plaintes et favorisé une solidarité ouvrière vallécampésienne exemplaire dont les luttes menées au fil des ans s'inscrivent dans le courant des luttes syndicales du Québec et de l'Amérique du Nord.

Ainsi, à Valleyfield aussi bien que dans l'ensemble du Québec, comme l'ont affirmé Jean Hamelin et Yves Roby, l'industrialisation revient aux anglophones surtout parce qu'ils ont la « capacité de percevoir les transformations structurelles introduites par les changements de la technologie et des transports, ainsi que par le marché à l'échelle nord-américaine ». Si le travail comme tel est effectué par une main-d'œuvre bon marché – généralement francophone pour ce qui est du Haut-Laurentien –, la mise sur pied des entreprises, l'approvisionnement en matières premières et la distribution des produits finis sont l'affaire d'entrepreneurs de l'extérieur de la région.

Pour conclure, je pourrais dire que toute la « matière première » semble être contenue dans cette *Histoire du Haut-Saint-Laurent*, mais des connaissances ou des lectures supplémentaires s'avèrent nécessaires pour donner de la profondeur aux événements. Par ailleurs, pour le chercheur, les renseignements et les références peuvent être trouvés rapidement grâce à l'important appareillage scientifique – notes, tableaux, cartes et index – qui s'y trouve.

Jeanne VALOIS

CEFAN,
Université Laval.